

La conférence de Varsovie

Le surarmement actuel des puissances impérialistes et leur organisation dans l'O.T.A.N. avait rendu nécessaire une organisation similaire des forces défensives des Etats anti-impérialistes. Devant une telle situation objective, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires se sont rencontrées à Varsovie durant le mois de mai.

Si on laisse de côté le fait que cette conférence se place dans le cadre d'une offensive diplomatique (elle était primitivement destinée à rassembler tous les gouvernements désirant organiser la sécurité collective de l'Europe et sur ce plan elle fut un échec) et que bon nombre des articles du traité font une grande place à la propagande en faveur de la paix, la coexistence, le désarmement etc... le principal résultat de cette conférence fut la mise sur pied d'un commandement unique (confié à Koniév) des forces unifiées des huit Etats ouvriers en vue de « garantir l'intégralité de leurs frontières ».

Il est à noter en outre que « la participation de la République Démocratique allemande à ce commandement unifié sera examinée plus tard ».

Nous devons comprendre par là que l'U.R.S.S. n'a pas voulu fermer la porte à la négociation sur la réunification de ce pays, mais que dans la perspective d'un réarmement définitif de l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est entrera dans l'organisme de Varsovie.

Le programme d'action de la C. G. T.

(Suite des pages 6 et 7)

« Ce n'était déjà pas si mal. Je pense que le projet de programme est le plus susceptible de rassembler la classe ouvrière, de l'entraîner à une action vigoureuse et de lui permettre de jouer son rôle de direction d'animatrice des forces progressives, d'accélérer leur rassemblement et de faire avancer le temps de changements qui seront ce que seront les forces mises en mouvement, et non le résultat de spéculations plus ou moins osées auxquelles nous pourrions nous livrer ».

Somme toute, comme nous le disions déjà dans le dernier numéro de « la Vérité des travailleurs » la divergence entre Le Brun et Frachon ne porte pas sur l'objectif à atteindre : le Front Populaire en alliance avec des partis bourgeois (baptisés « forces progressives »). Elle porte seulement sur le fait que la C.G.T. ne doit rien demander, hormis les revendications, à un tel gouvernement de Front Populaire. C'est-à-dire qu'à l'avance Frachon prévient les travailleurs qu'ils devront « savoir arrêter une grève », dès que ces revendications seront satisfaites. Pour ce qui est de la politique, de l'avenir du pays, du maintien ou de la destruction des trusts, d'autres s'en occupent. Et parmi ces autres il n'y aura pas seulement des dirigeants ouvriers mais aussi des « forces progressives » — à la Daladier — avec lesquels pour établir un « programme commun », il ne faut pas parler de nationalisation, de contrôle ouvrier etc... parce que de tout cela ils ne peuvent pas vouloir, parce que ce sont des hommes du capitalisme.

Frachon non seulement ne fixe pas un autre objectif aux travailleurs que Lebrun, mais de plus il se refuse à dire clairement : nous allons mobiliser la classe ouvrière pour imposer un changement de gouvernement. C'est vraisemblablement parce qu'il sait que, pour les travailleurs, combattre pour le gouvernement de Front Populaire ne signifie pas la même chose que pour les « forces progressives ». Pour eux « Front Populaire » signifie un gouvernement au service des travailleurs. Une fois engagés dans le combat pour ce qu'ils veulent ils ne s'arrêteraient pas à la porte du gouvernement, ils exigeraient que ceux qui s'appuient sur leurs forces, le P.S. et le P.C.F. rompent avec les représentants de la bourgeoisie et gouvernent pour eux non sur « un programme commun » avec la bourgeoisie, mais sur un « programme commun » à eux deux luttant contre la bourgeoisie.

Ce n'est évidemment pas une raison pour soutenir le programme réformiste de Le Brun. Mais ce n'est pas non plus une raison pour accepter que la force des travailleurs soit utilisée pour des combinaisons non définies avec « les forces progressives ».

Au congrès de la C.G.T. il faut adopter le programme d'action qui correspond aux besoins évidents des masses. Mais il faut que soit clairement ajouté au programme adopté : 1° la C.G.T. doit mobiliser les travailleurs pour un changement de gouvernement ; 2° la C.G.T. va engager une grande campagne de proposition d'unité d'action à F.O., au P.S. et au P.C.F. pour combattre ensemble pour un tel changement ; 3° la C.G.T. refusera de soutenir une alliance avec des partis bourgeois ; 4° la C.G.T. appellera à la réalisation des mesures anticapitalistes en front unique avec les autres organisations ouvrières.

Alors les travailleurs sauront où vont leurs dirigeants et ce qu'il faut exiger d'eux. J. PRIVAS.

Révision des procès de Moscou

et contre les « Titistes » !

Le télégramme suivant a été envoyé par le Comité exécutif de la IV^e Internationale à la direction de la ligue des communistes yougoslaves :

Maréchal Tito, Edouard Kardelj, dirigeants Ligue des Communistes, Belgrade.

Reconnaissance historique faite par dirigeants soviétiques des fausses accusations portées contre direction yougoslave, aussi insuffisante soit-elle pour rétablissement entière vérité historique et comme excuse pour les crimes Staline et disciples, nécessite révision immédiate de tous procès contre Koxe Dodge, Kostov, Rajk et autres « titistes » fausement accusés, jugés, exécutés ainsi que des procès Moscou 1936-1938 et réhabilitation mémoire innombrables victimes,

tous combattants révolution prolétarienne. Pour honneur mouvement marxiste révolutionnaire demandons que direction Ligue des Communistes exige révision procès et réhabilitation victimes, sans quoi excuses actuelles dirigeants soviétiques constitueraient autre moyen perpétuer duplicité et corruption bureaucratique dans mouvement ouvrier.

Pour Comité Exécutif Quatrième Internationale, signé : FRANK.

Le 27 mai 1955

UNE EDITION CAPITALE DES ECRITS DE LEON TROTSKY

(de 1928 à 1940)

Sous le patronage de MM. :

Claude BOURDET, directeur de « France-Observateur »,

Jean CASSOU, directeur du Musée de l'Art Moderne,

Maurice DOMMANGET, historien,

Daniel GUERIN, écrivain,

Jean MAILLOT, du « Mouvement Français pour l'Abondance »,

Maurice NADEAU, critique littéraire.

Alfred ROSMER, écrivain,

et avec les vœux de Natalie TROTSKY qui écrit :

« Permettez-moi de saluer votre initiative pour publier ces articles de TROTSKY qui éclairent une période importante du mouvement ouvrier et du monde entier. Les efforts que vous faites seront couronnés de succès. »

La mort de Staline et les nouveaux développements survenus depuis lors dans la pratique des dirigeants soviétiques n'ont fait que raviver l'intérêt sur le devenir de l'U.R.S.S. et celui du régime politique personifié par le long régime de Staline. La lutte au sein du Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de la III^e Internationale qui a précédé la consolidation de ce règne, cette lutte entre « trotskystes » et « stalinien », et la signification de toute la lutte menée plus particulièrement par TROTSKY lui-même jusqu'à ce qu'il fut odieusement assassiné en août 1940 par un agent du Guépéou, attirent à nouveau l'attention.

C'est dans le cadre de ces considérations que se situe l'effort entrepris pour publier, dans une série de volumes, tous les écrits de TROTSKY dans la période qui s'étend de son exil hors d'U.R.S.S. jusqu'à sa mort, à l'exception des grands ouvrages de cette période qui existent en librairie.

Ces articles et brochures qui sont absolument inconnus des nouvelles générations contiennent des analyses, des appréciations, des perspectives marxistes sur la situation internationale qui a précédé la 2^e guerre mondiale sur la situation de l'U.R.S.S. et les grands procès de Moscou, sur la situation en Allemagne avant et après la victoire des nazis, sur la révolution espagnole de 1931-1938, sur la France des années du « Front populaire », sur le mouvement qui a donné naissance à la IV^e Internationale.

Le volume I de ces écrits de L. TROTSKY paraîtra en juin 1955, contiendra environ 350 pages et sera remis aux souscripteurs pour le prix de 600 frs français, c'est-à-dire une somme sensiblement inférieure au prix de vente en librairie.

Envoyer la souscription (600 frs) à Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris (2^e), ou au C.C.P. de la « Vérité des Travailleurs » : Paris 6965-68.

LISTE DE SOUSCRIPTION POUR LA VERITE DES TRAVAILLEURS

Liste 5212, 7.720 fr. ; vente au local, 680 fr. ; Liste 2157, 11.500 fr. ; R.F., 1.000 fr. ; Une lectrice, 290 fr. ; Liste 1409, 6.550 fr. ; Un lecteur de Rennes, 540 fr. ; Un groupe de travailleurs belges, 3.538 fr. ; J. Stern, 200 fr. ; Liste 9317, 3.740 fr. ; Un groupe de jeunes, 720 fr. ; 12 travailleurs vietnamiens, 7.100 fr. — Total : 48.578 fr.

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30
le samedi, toute l'après-midi